



Perspectives chinoises

2015/4 | 2015
Façonner l'Internet chinois

Le pivot de la cybergouvernance chinoise

Intégrer le contrôle d'Internet dans la Chine de Xi Jinping

Rogier Creemers

Traducteur : Camille Richou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7205>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2015

Pagination : 5-14

ISBN : 979-10-91019-17-0

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Rogier Creemers, « Le pivot de la cybergouvernance chinoise », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/4 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7205>

© Tous droits réservés

Le pivot de la cybergouvernance chinoise

Intégrer le contrôle d'Internet dans la Chine de Xi Jinping

ROGIER CREEMERS

RÉSUMÉ : Durant les deux premières années de l'administration du président Xi Jinping, une série de mesures ont été prises pour restructurer la manière dont l'Internet chinois est gouverné. De nouvelles institutions ont été créées pour centraliser la gouvernance dans une sphère qui était jusqu'à présent fragmentée, tandis que la quête de sécurité idéologique et technologique s'est traduite par des efforts accrus pour contrôler les informations en ligne et prévenir les menaces, en particulier de l'étranger. Cet article analyse ce processus et discute des implications sur l'avenir d'Internet en Chine et dans le monde.

MOTS-CLÉS : Gouvernance d'Internet, réforme politique, médias, sécurité, idéologie.

Introduction

Internet est devenu un élément central de l'ambitieux programme de réforme du gouvernement chinois tel qu'il a été présenté lors des troisième et quatrième plénums du 18^e congrès du Parti. En mars 2015, le Premier ministre Li Keqiang a dévoilé « Internet Plus », un programme ambitieux qui s'appuie sur les technologies de l'information pour stimuler la croissance économique et le développement⁽¹⁾. Un plan de mise en œuvre précis et élaboré a été publié en juillet⁽²⁾. Par ailleurs, d'autres plans plus détaillés portent sur le développement de secteurs aussi divers que le commerce électronique, la finance en ligne et l'entrepreneuriat technologique. Les *big data* ont aussi été intégrées dans un effort visant à renforcer la capacité à gouverner du Parti.

Néanmoins, au lendemain de l'accession au pouvoir de Xi Jinping, en 2012, Internet et les technologies de l'information étaient entourés d'une suspicion considérable. Les médias sociaux avaient offert une plateforme aux débats politiques enflammés, aux critiques des autorités du Parti et aux dénonciations de la corruption et des abus des dirigeants. Ils étaient également considérés comme une porte d'entrée pour les « forces étrangères hostiles » (*guowai didui shili* 国外敌对势力) cherchant à heurter la stabilité politique de la Chine. Par conséquent, des changements institutionnels, réglementaires et politiques significatifs ont été impulsés afin de reprendre le contrôle d'Internet et de paver la voie pour les stratégies exposées ci-dessus. Une nouvelle structure, dirigée personnellement par Xi Jinping, a été créée au sein du Comité central. Deuxièmement, de nouvelles règles concernant Internet, allant des médias sociaux aux contenus audiovisuels en passant par les fournisseurs de technologies, ont été introduites au niveau national.

Cet article passe en revue ces changements et discute de leurs implications sur le rôle d'Internet dans la gouvernance et la gestion de la société. Il contribue ainsi à deux débats académiques et deux questions politiques majeures de plus en plus indissociables : la notion d'Internet en tant qu'es-

pace de communication et d'organisation d'un côté, et les technologies de l'information en tant que facilitateurs des interventions, de la surveillance et du contrôle gouvernemental de l'autre.

Malgré la censure exercée durant la seconde moitié de l'ère Hu Jintao, Internet est devenu un espace dynamique d'interactions sociales et d'échanges publics, une « cacophonie » (*xuanhua* 喧哗) comme le décrit Hu Yong⁽³⁾. Les spécialistes ne s'accordent pas sur le degré d'intentionnalité avec lequel cet espace a été créé ou approuvé. Jonathan Sullivan, par exemple, affirme que les outils offerts par les médias sociaux ont permis au Parti de mieux surveiller ses agents et de répondre à des problèmes particuliers et spécifiques tout en ignorant leurs causes systémiques⁽⁴⁾. Rebecca MacKinnon estime quant à elle que les blogs peuvent servir de « valve de sécurité » en permettant d'évacuer les opinions et les velléités dissidentes avant qu'elles ne se transforment en mobilisation ou en action politiques⁽⁵⁾. D'autres, comme Milton L. Mueller⁽⁶⁾ et Li Yonggang⁽⁷⁾, avancent que la réponse

Les recherches de cet article ont été financées par une bourse du programme Rubicon de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NWO).

1. « 2015 nian zhengfu gongzuo baogao » (Rapport de travail du gouvernement 2015), présenté lors de la session plénière de l'Assemblée nationale populaire, 5 mars 2015, <http://lianghui.people.com.cn/2015npc/n/2015/0305/c394298-26642056.html> (tous les liens URL ont été consultés le 30 octobre 2015).
2. « Guanyu jiji tuijin "Hulianwang+" xingdong de zhidao yijian » (Lignes directrices sur la promotion active des activités « Internet Plus »), Conseil d'État, 5 juillet 2015.
3. Hu Yong, *Zhongsheng xuanhua: wangluo shidai de geren biaoda yu gongong taolun* (La cacophonie des voix du peuple : expression personnelle et débat public à l'âge des réseaux), Guilin, Guangxi Normal University Press, 2008.
4. Jonathan Sullivan, « China's Weibo: Is faster different? », *New Media & Society*, vol. 16, n° 1, 2014.
5. Rebecca MacKinnon, « China's "networked authoritarianism" », *Journal of Democracy*, vol. 22, n° 2, 2011. Voir aussi Jonathan Hassid, « Safety valve or pressure cooker? Blogs in Chinese political life », *Journal of Communication*, vol. 62, n° 2, 2012.
6. Milton L. Mueller, « China and Global Internet Governance: A Tiger by the Tail », in Ronald Deibert et al. (éds.), *Access Contested: Security, Identity, and Resistance in Asian Cyberspace*, Cambridge, MIT Press, 2012.
7. Cité in Rebecca MacKinnon, « Chinese Internet Research Conference: Getting beyond "Iron Curtain 2.0" », *RConversation*, 18 juin 2008, <http://rconversation.blogspot.com/rconversation/2008/06/chinese-inter-1.html> (consulté le 21 novembre 2015).

de l'État face aux évolutions d'Internet était essentiellement caractérisée par l'improvisation et les tâtonnements dans un contexte en perpétuelle évolution. Néanmoins, la plupart des spécialistes s'accordent à dire que l'attitude des dirigeants envers la composante de discours public d'Internet, et plus particulièrement des médias sociaux, a été ambivalente. Selon Alice Miller, c'était l'un des symptômes majeurs de la paralysie politique qui a marqué la seconde moitié de l'administration Hu⁽⁸⁾.

Une telle ambivalence est complètement absente de la position de l'État sur les aspects technologiques et économiques du développement d'Internet. Comme Gudrun Wacker l'affirmait déjà en 2003, un optimisme prométhéen quant au rôle positif de la technologie sur le développement, remontant à la naissance de l'industrialisation à la fin de la dynastie Qing, anime l'ensemble des gouvernants chinois⁽⁹⁾. À travers diverses initiatives financées par l'État, comme le programme 863 et le programme d'innovation locale, la Chine s'est efforcée de développer rapidement ses capacités dans le domaine des hautes technologies. L'informatisation (*xinxihua* 信息化), la consolidation de l'efficacité économique, l'amélioration de la gouvernance, et le renforcement des services sociaux par l'application des technologies de l'information ont fait partie des priorités pendant plus d'une décennie⁽¹⁰⁾. Les technologies de l'information ont figuré dans la liste des « quatre modernisations » mises en avant par la nouvelle administration en janvier 2013, quelques semaines à peine après son arrivée au pouvoir⁽¹¹⁾. Comme le montre Duan Qing, l'informatisation a également influencé les interactions entre les dirigeants politiques et les entreprises privées, permettant la montée d'une classe d'élites des technologies de l'information. Ces élites, loin de poser une menace directe au régime, ont en réalité des intérêts communs avec lui, à savoir la préservation d'une croissance économique forte et d'entreprises nationales solides. Ils n'en constituent pas moins une communauté relativement autonome rendant possible une présence importante d'acteurs privés dans un secteur économique vital pour la stabilité politique. En effet, Internet est la seule « sphère de commandement » (*zhigaodian* 制高点) où de grandes entreprises privées jouent un rôle significatif⁽¹²⁾. Pourtant, ici aussi, le calcul autoritaire influence les résultats. Comme l'affirme Greg Austin, la préoccupation primordiale du contrôle de l'information a retardé le développement de la société de l'information. Le manque de confiance, souvent fondé, envers les contenus produits par le gouvernement a créé une ambiance délétère « marquée par les suppositions, les nouvelles à moitié crédibles et les diffamations »⁽¹³⁾, tandis que les dispositifs de sécurité étatique ont considérablement freiné le développement des technologies de sécurité et du cryptage, contribuant ainsi à une montée en flèche de la cybercriminalité.

Cet article entend montrer que les changements impulsés par l'administration Xi étaient motivés par trois objectifs majeurs. Premièrement, concernant les médias sociaux, elle a voulu changer la nature publique du cyberspace, mettant ainsi fin à l'ambivalence de la période Hu. Le potentiel de mobilisation, d'association et de communication à grande échelle des médias sociaux a été considéré comme un risque tout en fournissant aux dirigeants des informations précieuses sur l'opinion publique. Par conséquent, au lieu de promouvoir les médias largement ouverts et interactifs comme Weibo, les dirigeants ont implicitement soutenu des plateformes plus privatives, comme WeChat, où la surveillance reste possible. Deuxièmement, la restructuration administrative des dispositifs de gouvernance d'Internet peut être vue comme un effort pour centraliser le pouvoir au sein de cette sphère importante, transcender les frontières et les intérêts des différents portefeuilles ministériels, et créer des liens directs vers le sommet

du pouvoir politique. Enfin, cet effort traduit sans doute l'importance accordée par les dirigeants aux technologies de l'information et la volonté de poser les bases pour leur adoption continue et accélérée dans tous les secteurs de la gouvernance socioéconomique.

Changements organisationnels

L'administration Xi a pris deux mesures organisationnelles majeures lors de sa réforme de la gouvernance d'Internet. Premièrement, elle a établi une unité de coordination des politiques au niveau présidentiel : le Groupe dirigeant central pour la cybersécurité et l'informatisation. Deuxièmement, elle a fortement renforcé l'autorité du Bureau d'État de l'information sur Internet (*State Internet Information Office*, SIIO). Ces deux organismes ont des lignées distinctes, mais étroitement liées. Le Groupe dirigeant central est la dernière itération d'un processus de réforme organisationnelle visant à diriger et coordonner le développement de la société de l'information en Chine, notamment la progression technologique, le succès économique, la sécurité et les contenus en ligne. Le SIIO a pour sa part été établi au sein de l'appareil de propagande afin d'offrir une base plus cohérente au contrôle des contenus en ligne⁽¹⁴⁾. Ces deux organismes ont été combinés dans une structure qui n'est pas sans rappeler d'autres « systèmes » (*xitong* 系统) propres à l'État-Parti⁽¹⁵⁾. Le processus de transformation n'est pas pour autant achevé, et il faut encore voir exactement comment les mécanismes de décision et les pouvoirs se cristallisent.

Avec le développement des technologies de l'Internet, divers aspects de ses fonctionnalités sont tombés sous la compétence d'acteurs appartenant à différents systèmes. Quelques-unes des premières règles sur l'utilisation d'Internet ont été promulguées par le ministère de la Sécurité publique, dans la mesure où elles concernaient l'intégrité et la sécurité des réseaux d'information⁽¹⁶⁾. Conformément à l'ancrage d'Internet dans la recherche scientifique, le Centre d'information sur le réseau Internet chinois (*China Internet Network Information Centre*, CNNIC) a été établi sous l'égide de

8. Alice Miller, « The Trouble with Factions », *China Leadership Monitor*, n° 46, 2015.
9. Christopher Hughes et Gudrun Wacker, « China's Digital Leap Forward », in Christopher Hughes et Gudrun Wacker, *China and the Internet: Politics of the Digital Leap Forward*, Abingdon, Routledge, 2003.
10. Pour une vue d'ensemble, voir Eric Harwit, *China's Telecommunications Revolutions*, Oxford, Oxford University Press, 2008. Pour un point de vue interne, voir Weizhi Qu, *China's Path to Informatization*, Singapore, Cengage, 2010.
11. « Meiti xi "xinsihua" xinyi: cong yi wu wei zhu zhuanxiang yi ren wei ben » (Analyse médiatique de la nouvelle signification des « quatre nouvelles modernisations » : renversement de la priorité des contenus vers les individus), *Quotidien du peuple*, 17 janvier 2013, traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2013/01/17/media-analysis-of-the-new-meanings-of-the-new-four-modernizations-from-giving-first-place-to-materials-to-putting-people-first>.
12. Duan Qing, *China's IT Leadership. The Political Struggle behind China's Information Revolution*, Sarrebruck, VDM Verlag, Müller, 2007.
13. Greg Austin, *Cyber Policy in China*, Cambridge & Malden, Polity Press, 2014 p. 80.
14. Comme l'a rapporté le *Quotidien du peuple* lors de l'établissement du SIIO, l'Internet a été jusqu'à présent géré dans la confusion, comme « neuf dragons régnant sur les flots » (*jiulong zhishui*). Chen, Zhenkai, « Zhongguo hulianwang guanli jiang dapo "jiulong zhishui" geju » (Vers une meilleure gestion de l'Internet en Chine), édition étrangère du *Quotidien du peuple*, 5 mai 2011.
15. Tony Saich définit *xitong* au sens large comme des bureaucraties fonctionnellement liées qui transcendent les ministères ou les secteurs industriels, coordonnent les politiques et surveillent leur mise en œuvre, tout en assurant la liaison avec le pouvoir central. Tony Saich, *Governance and Politics of China*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, p. 144.
16. Voir, par exemple, « Jisuanji xinxi wangluo guoji lianwang anquan baohu guanli banfa » (Règles de gestion de la protection de la sécurité des connexions internationales des réseaux informatiques), ministère de la Sécurité publique, 30 décembre 1997. Traduction en anglais disponible sur <http://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/1997/12/30/computer-information-network-international-interconnection-security-protection-management-rules>.

l'Académie chinoise des sciences et du ministère de l'Industrie de l'information. Le CNNIC est responsable de l'enregistrement des noms de domaine et de l'allocation des adresses IP, ainsi que de l'émission des certificats de confiance. L'émergence d'une économie de l'Internet largement dominée par les entreprises privées a mené à l'établissement de la Société d'Internet en Chine (*Internet Society of China*, ISC) en 2001. L'ISC fait office d'organe intermédiaire entre l'industrie de l'Internet et le gouvernement, et elle dispose d'un rôle réglementaire à travers la publication de codes d'autodiscipline. Du côté gouvernemental, un nouveau ministère chargé des télécommunications, le ministère de l'Industrie de l'information (MII), a été créé en 1998 à travers la fusion, entre autres, du ministère des Postes et des Télécommunications et du ministère de l'Industrie électronique. En outre, plusieurs organismes techniques, notamment l'Administration d'État de la radio, du cinéma et de la télévision (*State Administration of Radio, Film, and Television*, SARFT) et l'Administration générale de la presse et de l'édition (*General Administration of Press and Publications*, AGPE) ont été dotés d'importants pouvoirs sur l'examen des contenus.

Plusieurs institutions ont été établies les unes à la suite des autres pour mener et coordonner les activités de ces organismes. Au fil des ans, elles ont disposé de portefeuilles élargis et d'une position renforcée au sein de la bureaucratie. Une conférence interministérielle a été transformée en Groupe dirigeant du Conseil d'État sur le travail d'informatisation (*Guowuyuan xinxihua gongzuo lingdao xiaozu* 国务院信息化工作领导小组). Ce groupe, présidé par le vice-premier ministre Zou Jiahua, comprenait non seulement des représentants des secteurs économique, scientifique et technologique, mais aussi des médias, à savoir le département de l'État-Major de l'Armée populaire de libération et le ministère de la Sécurité publique⁽¹⁷⁾. Ce Groupe dirigeant a fusionné avec le tout nouveau MII en 1998, mais un groupe similaire a été établi l'année suivante sous l'égide du vice-premier ministre Wu Bangguo⁽¹⁸⁾. En 2001, le groupe a été placé sous l'autorité du Premier ministre et l'ensemble de ses membres ont été promus⁽¹⁹⁾. Il a également été doté d'un bureau chargé des affaires courantes, qui a été fusionné avec le nouveau ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) en 2008. Comme le montre Austin, ces institutions se sont progressivement éloignées des questions strictement technologiques et liées à l'économie de l'information pour se concentrer sur une conception plus large de la société de l'information⁽²⁰⁾. Mais d'autres organes du Parti ont eu une influence considérable sur le développement d'Internet. Au niveau des contenus, c'est sans doute le Département central de la propagande (*Zhongyang xuanchuan bu* 中央宣传部) qui a joué le rôle le plus important en étendant son contrôle sur la toile *via* ses ministères subordonnés, notamment la SARFT et la GAPP, ainsi que le Bureau de l'information du Conseil des affaires d'État (*State Council Information Office*, SCIO)⁽²¹⁾.

Cette structure était problématique à deux égards. Premièrement, elle a été le théâtre de querelles administratives intestines et de comportements protectionnistes de la part des différents portefeuilles ministériels. La création du MII en 1998 a été en partie motivée par des tensions accrues entre le ministère des Postes et Télécommunications et le ministère de l'Industrie électronique, et plus particulièrement entre les tout nouveaux opérateurs de télécommunications qu'ils avaient établis⁽²²⁾. Il aura fallu des années de négociations entre les ministères⁽²³⁾ avant que le Conseil d'État, en 2010, n'annonce des mesures tests concrètes visant à intégrer les trois réseaux : les télécommunications, la télévision par câble et Internet⁽²⁴⁾. Au moment de la conception de ces mesures, un opérateur national du câble avait été établi, et plusieurs projets pilotes avaient été lancés, mais la « convergence

des trois réseaux » (*sanwang ronghe* 三网融合) restait plus un but à atteindre qu'une réalité⁽²⁵⁾. Au niveau des contenus, un conflit sur les licences pour les jeux en ligne entre la GAPP et le ministère de la Culture a mené à la fermeture durant cinq mois du jeu en ligne le plus populaire de Chine, *World of Warcraft*⁽²⁶⁾.

Pourtant, au même moment, les angles morts de la réglementation devenaient de plus en plus visibles, en particulier sur les contenus. Le système de propagande considérait avant tout Internet comme une simple plateforme de publication ou de diffusion. Leur approche réglementaire était donc une extension relativement simple du modèle de gestion et du répertoire des techniques de propagande, développée pour les versions en ligne des médias traditionnels telles que les vidéos, les actualités et les blogs. Mais cette approche n'était pas adaptée à l'émergence des applications du web 2.0 telles que les microblogs et autres outils de communication des médias sociaux facilitant de nouvelles formes d'interaction. La manière dont les internautes sont devenus créateurs de contenus et la vitesse à laquelle l'information peut devenir « virale » semble avoir été une véritable surprise pour les autorités. Le MIIT était officiellement chargé de la régulation des « services d'information en ligne »⁽²⁷⁾. Cependant, il n'était pas principalement un organe de censure, et les règlements liés n'avaient pas été révisés depuis 2001⁽²⁸⁾. En outre, il y avait également un manque de coordination sur les politiques de censure entre les bureaux locaux de sécurité publique, des médias et de l'information sur Internet.

Les mesures initiales visant à contrer cette situation étaient déjà prises avant le 18^e congrès du Parti. Plus important encore, le Bureau d'État de l'information sur Internet (SIO) (*Guojia hulianwang xinxi bangongshi* 国家

17. « Guowuyuan bangongting guanyu chengli Guowuyuan xinxihua gongzuo lingdao xiaozu de tongzhi » (Note du Bureau général du Conseil d'État sur l'établissement du Groupe dirigeant du Conseil d'État sur le travail d'informatisation), Bureau général du Conseil d'État, 16 avril 1996.
18. Il y a eu des changements mineurs parmi les membres : le vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine, par exemple, a quitté le groupe en 1999. Un vice-ministre de la Sécurité d'État figurait parmi les nouveaux venus. « Guowuyuan bangongting guanyu chengli guowuyuan xinxihua gongzuo lingdao xiaozu de tongzhi » (Note du Bureau général du Conseil d'État sur l'établissement du Groupe dirigeant sur le travail d'informatisation), Bureau général du Conseil d'État, 23 décembre 1999.
19. Wang Yukai, « Zhongyang wangluo anquan yu xinxihua lingdao xiaozu de youlai ji qi yingxiang » (Origines du Groupe dirigeant central sur la cybersécurité et l'informatisation et son influence), *Quotidien du peuple* en ligne, 3 mars 2014, <http://theory.people.com.cn/n/2014/0303/c40531-24510897.html>.
20. Greg Austin, *Cyber Policy in China*, op. cit., ch. 1.
21. Voir principalement Anne-Marie Brady, *Marketing dictatorship: Propaganda and thought work in contemporary China*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2009 ; David Shambaugh, « China's propaganda system: Institutions, processes and efficacy », *The China Journal*, n° 57, 2007, p. 25-58.
22. Tai Zixue, *The Internet in China: Cyberspace and civil society*, Abingdon, Routledge, 2013, p. 134.
23. En 2003 déjà, Zhang Junhua décrivait les querelles ministérielles autour de l'intégration des infrastructures de réseau. Zhang Junhua, « Network convergence and bureaucratic turf wars », in Christopher Hughes et Gudrun Wacker, *China and the Internet: Politics of the Digital Leap Forward*, op. cit., p. 83-101.
24. « Guanyu sanwang ronghe shidian gongzuo youguan wenti de tongzhi » (Note sur les questions liées aux mesures tests d'intégration des trois réseaux), Conseil d'État, 2 août 2010.
25. Shen Jingting, « China Moves to Unify Cable Firms into One Network », *China Daily*, 29 mai 2014.
26. Nicholas Groffman, Erik Leysens, « New Online Game Regulations Aim to Tidy Up China's Online Game Sector », *Mondaq*, 7 juillet 2010, www.mondaq.com/x/104224/Gaming/New+Online+Game+Regulations+Aim+to+Tidy+Up+Chinas+Online+Game+Sector.
27. Guobin Yang, « Social dynamics in the evolution of China's Internet content control regime », in Monroe E. Price, Stefaan G. Verhulst et Libby Morgan (éds.), *Routledge Handbook of Media Law*, New York, Routledge, p. 285-302 ; Rogier Creemers, « The Privilege of Speech and New Media: Conceptualizing China's Communications Law in the Internet Era », in Jacques DeLisle, Avery Goldstein et Guobin Yang (éds.), *The Internet, Social Media and a Changing China*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, à paraître.
28. « Guanyu "Hulianwang xinxi fuwu guanli banfa (xiuding cao'an zhengqiu yijian gao)" de shuoming » (Explication des « règles de gestion des services d'information sur Internet » [version d'approbation du projet de révision]), Conseil d'État, 7 juin 2012. Traduction en anglais disponible sur <http://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2012/06/07/explanation-concerning-the-internet-information-service-management-rules-opinion-seeking-version-of-revision-draft>.

互联网信息办公室) a été établi en 2011. À l'époque, il était essentiellement subordonné au SCIO et n'avait pas de personnel indépendant. Deux vice-directeurs à plein temps ont été nommés en 2012. Le premier, Peng Bo, avait travaillé dans le secteur de l'édition et au département chargé de la gestion d'Internet du SCIO, tandis que le second, Wang Xiujun, était ingénieur en chef au MIIT. Le SIO a gagné en stature et en importance durant la première année de l'administration Xi, parallèlement à une série de campagnes visant à reprendre le contrôle des médias sociaux. Par ailleurs, la direction est devenue plus indépendante avec la nomination du chef du service de la propagande municipale de Pékin, Lu Wei, à la tête du SIO au printemps 2013. En octobre, un troisième adjoint, Ren Xianliang, ancien cadre chargé de la propagande dans le Shaanxi, rejoint l'équipe de direction. De plus, dans le cadre de la rationalisation des ministères, la SARFT et la GAPP ont fusionné au cours de l'été 2013⁽²⁹⁾. Cela a permis de réduire les chevauchements administratifs et de s'assurer que l'Administration générale de la presse, de l'édition, de la radiodiffusion, du cinéma et de la télévision (*State Administration for Press, Publications, Radio, Film, and Television*, SAPPRFT) née de cette fusion serait plus à même de faire face à un environnement médiatique en pleine convergence.

La réorganisation ne s'est pas limitée au niveau exécutif. Conformément au thème de la « conception de haut niveau » (*dingceng sheji* 顶层设计) adopté lors du troisième plénum, d'autres restructurations ont affecté la direction et la coordination des affaires liées à Internet. Le 27 février 2014, la première réunion d'un nouvel organisme de coordination centrale sur la gouvernance d'Internet a eu lieu à Pékin. Le nouveau Groupe dirigeant central sur la cybersécurité et l'informatisation (*Zhongyang wangluo anquan he xinxihua lingdao xiaozu* 中央网络安全和信息化领导小组) a été présidé par Xi Jinping en personne et ses membres appartenaient à des ministères aussi divers que la propagande, la gestion économique et les affaires politiques (voir tableau 1). Il a hérité du portefeuille et des membres de l'ancien groupe rattaché au premier ministre, auquel est venu s'ajouter le gouverneur de la Banque populaire de Chine.

Le bureau de ce nouveau groupe dirigeant, chargé des affaires courantes, a été créé au sein du SIO, lequel a été réétabli en tant qu'entité indépendante et doté d'un nouveau nom anglais : *Cyberspace Administration of China* (CAC). En août 2014, une note du Conseil d'État annonçait que cette entité, l'Administration chinoise du cyberspace, serait responsable de la gouvernance de l'ensemble des contenus en ligne⁽³⁰⁾. Les organes techniques et consultatifs secondaires tels que le CNNIC, l'ISC et le Comité consultatif sur l'informatisation de l'État devaient dorénavant répondre directement à la CAC⁽³¹⁾. Ainsi, la structure de la gouvernance d'Internet prenait la forme d'un *xitong* indépendant ressemblant au système de la propagande. Le Groupe dirigeant et la CAC sont chargés du développement et de la sécurité des technologies et des infrastructures, de la lutte contre la cybercriminalité et de la gestion des relations internationales dans le domaine de la cybergouvernance. L'actuelle mission de la CAC – élaborer une stratégie nationale complète qui dressera pour la prochaine décennie les orientations politiques sur les technologies de l'information et la cybersécurité – est emblématique de son large champ de compétences⁽³²⁾.

Certains observateurs ont suggéré que ce nouveau *xitong* dépassait dorénavant en pouvoir et en importance l'appareil de propagande traditionnel⁽³³⁾. Il ne fait pas de doute que sa position et sa capacité d'action ont fortement augmenté. La restructuration du Groupe dirigeant signifie que la gouvernance de l'Internet s'est déplacée d'instances plus technocratiques, comme le Conseil d'État et le MIIT, vers le centre des prises de décisions poli-

tiques. Elle correspond également à une tendance générale consistant à concentrer plus d'autorité dans les organismes du Parti que dans les organismes étatiques. Xi Jinping et Lu Wei ont tous deux adopté une position plus proactive vis-à-vis de la gouvernance d'Internet, à contre-courant de la réticence qui caractérise habituellement les responsables du Parti⁽³⁴⁾. Néanmoins, de nouvelles questions accompagnent la mise en œuvre pratique de la restructuration, notamment la répartition de l'autorité entre la CAC, le Groupe dirigeant et les autres entités du PCC. La relation avec la bureaucratie de la propagande, par exemple, n'est pas claire. D'un côté, la CAC a commencé comme un département annexe au sein du système de propagande, et Lu Wei, en tant que vice-directeur du Département central de la propagande, doit répondre à son supérieur, Liu Qibao, et au membre du Comité permanent disposant du portefeuille de la propagande, Liu Yunshan. Par ailleurs, en tant que directeur de la CAC, Lu Wei rend compte directement à Xi Jinping. La CAC a également effectué quelques percées notables sur le territoire de la propagande traditionnelle. En avril 2015, par exemple, un nouvel organisme de recherche, l'Institut chinois de la communication culturelle sur Internet (*Zhongguo wenhua wangluo chuanbo yanjiu hui* 中国文化网络传播研究会) a été établi sous l'autorité de la CAC. Dans le domaine des affaires étrangères, la CAC et le ministère des Affaires étrangères ont envoyé des délégations séparées aux grands événements internationaux sur la cybergouvernance tels que la conférence mondiale de la Haye sur le cyberspace⁽³⁵⁾, ce qui soulève des questions quant à la structure de l'autorité sur les affaires internationales. La répartition des tâches, des départements et du personnel entre le MIIT et la CAC est un processus en cours⁽³⁶⁾. En d'autres termes, même si l'objectif de cette réorganisation était de centraliser le pouvoir sur les questions liées à Internet, les dirigeants auront toujours besoin de la collaboration des agences spécialisées pour la mise en œuvre et l'application des politiques. Cela signifie en retour que les problèmes de délégation des pouvoirs (*principal-agent*) et de coordination qui ont entaché la gouvernance d'Internet jusqu'à présent sont susceptibles de demeurer en dépit des efforts de réorganisation.

Réorientation de la politique d'Internet

Les mesures nationales de réforme d'Internet ne peuvent pas être considérées indépendamment de la manière dont l'administration Xi a envisagé les grands défis et l'ensemble du programme de réforme de son mandat.

29. Hogan Lovells, « Will the Merger of SARFT and GAPP End The Turf War Over Control over the Internet? », juin 2013, www.hoganlovells.com/files/Publication/9e7448a7-4e0c-4ed1-8b70-bc61da7648e5/Presentation/PublicationAttachment/f5997588-93f2-4bdd-bc31-ca3ce524e734/SHALIB01-%231083537.pdf.
30. « Guanyu shouquan guojia hulianwang xinxi bangongshi fuze hulianwang xinxi neirong guanli gongzuo de tongzhi » (Note sur l'autonomisation de l'Administration chinoise du cyberspace pour la prise en charge des travaux de gestion des contenus d'information sur Internet), *Conseil d'État*, 26 août 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/08/26/notice-concerning-empowering-the-cyberspace-administration-of-china-to-be-responsible-for-internet-information-content-management-work>.
31. Voir par exemple « Zhongyang wangxinban xuanbu CNNIC zhuyao fuzeren renming » (L'Administration centrale du cyberspace annonce les noms des principaux dirigeants du CNNIC), CNNIC, 26 décembre 2014, www.cnnic.net.cn/gywm/xwzx/rdxw/2014/201412/t20141226_50801.htm.
32. Entretien avec un responsable politique chargé des questions liées à Internet, Pékin, novembre 2014.
33. David Bandurski, « Ali Baba's Cave and Pandora's Box », *China Media Project*, 5 novembre 2014, <http://cmp.hku.hk/2014/11/05/36885>.
34. Voir par exemple le portrait de Lu Wei publié dans le *New York Times*: Paul Mozur et Jane Perlez, « Gregarious and Direct: China's Web Doorkeeper », *The New York Times*, 1^{er} décembre 2014.
35. Entretiens avec des participants et des organisateurs de la conférence sur place.
36. Entretien avec un responsable politique chargé des questions liées à Internet, Pékin, avril 2015.

Tableau 1 – Membres du Groupe dirigeant central sur la cybersécurité et l’informatisation

Noms	Titres
Xi Jinping (président)	Secrétaire général, président de la RPC
Li Keqiang (vice-président)	Premier ministre
Liu Yunshan (vice-président)	Secrétaire général, Secrétariat central du PCC ; président, Groupe dirigeant central sur l'idéologie et la propagande
Lu Wei (directeur, Bureau du Groupe de direction)	Directeur, Administration du cyberspace chinois
Ma Kai	Vice-premier ministre
Wang Huning	Directeur, Bureau de recherche sur les politiques du PCC
Liu Qibao	Directeur, Département central de la propagande
Fan Changlong	Vice-président, Commission militaire centrale
Meng Jianzhu	Directeur, Commission des affaires politiques et juridiques
Li Zhanshu	Directeur, Bureau général du PCC
Yang Jing	Secrétaire général, Conseil d'État
Zhou Xiaochuan	Gouverneur, Banque populaire de Chine
Wang Yi	Ministre des Affaires étrangères
Fang Fenghui	Chef d'État-Major de l'APL
Lou Jiwei	Ministre des Finances
Cai Wu	Ministre de la Culture
Yuan Guiren	Ministre de l'Éducation
Miao Wei	Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information
Guo Shengkun	Ministre de la Sécurité publique
Xi Shaoshi	Président de la Commission nationale pour le développement et la réforme
Wang Zhigang	Secrétaire du Parti, ministère de la Science et de la Technologie
Cai Fuchao	Directeur, Administration générale de la presse, de l'édition, de la radiodiffusion, du cinéma et de la télévision

Source : Compilation du site Guancha.cn, « Zhongyang wangluo anquan he xinxihua lingdao xiaozu chengyuan mingdan 12 zhengfu guoji jianzhi shengai » (Liste des membres du Groupe dirigeant central sur la cybersécurité et l'informatisation, 12 membres au niveau national et vice-national figurent également dans le Groupe dirigeant central sur l'approfondissement des réformes), 28 février 2014, www.guancha.cn/politics/2014_02_28_209672.shtml.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'administration Xi est arrivée au pouvoir avec une volonté de faire face à ce qui était perçu comme une crise à la fois en termes de gouvernance du Parti et dans les relations entre l'État et la société, et ce dans un environnement international de plus en plus hostile. Par conséquent, le discours techno-optimiste né autour du programme d'informatisation s'est doublé d'un objectif plus orienté sur la sécurité. Sur le plan du discours, les autorités chinoises de l'Internet ont souhaité donner l'image d'un Leviathan bienveillant qui protège les citoyens chinois des escroqueries et tentatives de chantage en ligne, ainsi que du chaos social provoqué par une éventuelle déstabilisation idéologique. Ce discours sécuritaire a été utilisé pour justifier une série de mesures de plus en plus fortes visant à contrer les menaces nationales et internationales potentielles pesant sur les contenus en ligne ainsi que sur les équipements et infrastructures.

Contenus

L'histoire du développement d'Internet en Chine est bien connue. On dénombrait 649 millions d'utilisateurs à la fin de l'année 2014, tandis que le profil démographique des internautes a changé avec l'arrivée des citoyens ruraux ou moins aisés, souvent *via* des technologies mobiles⁽³⁷⁾. Les médias sociaux et le « self média » ont permis aux citoyens de participer au débat public d'une manière inédite et de mettre en lumière les mécontentements

politiques, les facteurs de protestation et les cas d'abus individuels. Les informations relayées dans les médias sociaux – des rapports d'accidents, comme la catastrophe ferroviaire de Wenzhou⁽³⁸⁾, aux rumeurs de coup d'État militaire à Pékin – ont pris une importance croissante sur l'Internet chinois. Internet est aussi devenu un espace de satire et de parodie, comme en témoigne la créativité des nombreux textes et dessins mettant en scène le cheval de l'herbe et de la boue (*caonima* 草泥马)⁽³⁹⁾. Les célébrités et intellectuels publics d'Internet, les « Big V », sont devenus des leaders d'opinion souvent suivis par des dizaines de millions de personnes⁽⁴⁰⁾. La vitesse et le champ de diffusion des informations sur les plateformes ouvertes, comme les médias sociaux, ont rendu quasiment impossible pour les autorités le contrôle des incidents ou des contenus subversifs.

Les hauts dirigeants avaient déjà commencé à s'attaquer à ces problèmes avant le 18^e congrès. La censure d'Internet s'est renforcée proportionnelle-

37. « Di 35 ci Zhongguo hulian wangluo fazhan zhuanquang tongji baogao » (35^e rapport statistique sur la situation de l'Internet en Chine), CNNIC, janvier 2015.

38. Maria Bondes et Günter Schucher, « Derailed emotions: The transformation of claims and targets during the Wenzhou online incident », *Information, Communication & Society*, vol. 17, n° 1, 2014, p. 45-65.

39. Bingchun Meng, « From steamed bun to grass mud horse: E Gao as alternative political discourse on the Chinese Internet », *Global Media and Communication*, vol. 7, n° 1, 2011, p. 33-51.

40. Marina Svensson, « Voice, power and connectivity in China's microblogosphere: Digital divides on SinaWeibo », *China Information*, vol. 28, n° 2, 2014, p. 168-188.

ment à son usage, et l'établissement du SIO la même année a marqué la reconnaissance de l'importance d'Internet pour la communication publique. Pourtant, ces réponses étaient largement inspirées des pratiques et tactiques de la propagande traditionnelle. Par exemple, le sixième plénum du 17^e congrès du Parti portait sur la culture et la propagande. Cependant, un seul paragraphe était consacré à Internet dans les conclusions. Il était affirmé qu'une propagande traditionnelle basée sur la persuasion – et la culture – était l'essence même de la nourriture spirituelle nécessaire à la société chinoise. La nouvelle administration chargée de la gouvernance d'Internet a cherché à faire face à ces menaces d'une manière bien plus adaptée à la nature de la communication en ligne. Le premier défi a consisté à désamorcer les tensions apparues dans les médias sociaux et à reprendre le contrôle. Cette procédure s'est déroulée de manière ostensiblement organisée et progressive. En avril, Internet a été identifié dans un document secret du Parti comme la première plateforme d'entrée des informations nuisibles dans le discours public. Ce document a fait suite au vif débat qui a eu lieu sur Internet à propos du constitutionnalisme et de la nature de la gouvernance du PCC (41). En août, le nouveau directeur du SIO, Lu Wei, a introduit Sept piliers (*qige dixian* 七个底线) pour les leaders d'opinion sur Internet qui se sont plus tard étendus à l'ensemble des utilisateurs d'Internet. Au cours du même mois, Xi Jinping a prononcé un discours non officiel lors d'une conférence nationale sur le travail de propagande et d'idéologie, au cours duquel il a appelé les cadres à « dégainer les épées » (*liangjian* 亮剑) dans cette nouvelle guerre d'opinion publique où Internet est le principal champ de bataille (42). Cela s'est traduit par des mesures radicales : plusieurs Big V ont été arrêtés et de nouvelles directives imposant des peines de prison aux auteurs de « fausses informations » dont les posts sont retweetés plus de 500 fois ont été publiés (43). Ces mesures visaient explicitement la volatilité et le caractère public d'un média comme Weibo, et elles ont accéléré l'exode des internautes des sites de microblogging vers les applications de messagerie privées. La fréquentation de Weibo a fortement chuté en à peine un mois (44). Une fois réglé ce problème majeur, les dirigeants se sont efforcés de consolider un nouveau modèle réglementaire pour les médias sociaux et l'information. En outre, les lois sur la culture en ligne ont également été renforcées. Les paragraphes ci-dessous abordent ces questions en détail.

Médias sociaux et information : Les réformes dans le domaine des médias sociaux étaient axées sur deux points. Premièrement, les voix officielles devaient devenir plus audibles dans le cyberspace, tandis que les voix non officielles devaient être récupérées *via* les « Sept piliers ». Deuxièmement, la loi imposant aux internautes de fournir leur véritable identité a été renforcée et, contrairement aux périodes précédentes, appliquée plus rigoureusement (45). De telles règles s'attaquaient directement à l'anonymat en ligne, facilitant ainsi l'identification et la poursuite des auteurs de contenus indésirables.

Avec le renforcement de la campagne idéologique en 2013, de plus en plus d'utilisateurs ont quitté la plateforme publique de Weibo pour le service WeChat de Tencent (46). Pour la plupart des utilisateurs, WeChat offre un environnement plus privé et la possibilité de constituer des groupes d'un maximum de 100 personnes. Cela signifie que l'information peut encore circuler, mais plus lentement et à l'abri du regard du grand public (47). Il est également possible d'ouvrir un compte public, mais ces derniers étant restreints à un message par jour, cela limite le risque de voir des voix extérieures au Parti jouer un rôle clé dans les débats publics. Pourtant, ces limitations n'ont pas empêché des interventions et une réglementation accrues de la part du

gouvernement. En mars, des dizaines de comptes publics politiquement actifs, de positions idéologiques diverses, ont été supprimés, notamment ceux d'organismes de tendance libérale comme Phoenix WebMedia (*Fenghuang weimeiti* 凤凰微媒体) et du site de gauche Utopia (*Wuyouzhixiang* 乌有之乡) (48). De nouvelles règles sur les services de messagerie instantanée introduites en 2014 ont imposé l'obligation de s'enregistrer sous son vrai nom pour tous les utilisateurs. Ces règles obligent également les entreprises qui gèrent ces messageries à examiner toutes les demandes de comptes publics et à les classer en fonction des informations diffusées. La diffusion d'informations ou d'articles d'actualité n'est permise qu'à certains organismes autorisés et aucun autre détenteur de compte public ne peut publier ou retweeter ces contenus (49). L'obligation de s'enregistrer sous sa véritable identité a été renforcée au début de l'année 2015, dans un texte exigeant par ailleurs que tous les détenteurs de comptes sur les services d'information en ligne s'engagent à respecter les Sept piliers et la fameuse liste des sujets interdits figurant dans toutes les grandes lois sur les médias (50). La Cour suprême populaire a aussi incité les sites à faire respecter l'obligation de s'enregistrer sous son vrai nom en les considérant comme responsables lorsqu'ils n'étaient pas en mesure de fournir l'identité et les coordonnées des accusés dans les affaires liées à Internet (51). Ces nouveaux règlements ayant réduit les activités des auteurs de posts extérieurs aux médias du Parti, les voix officielles ont eu le champ libre. Dès avril 2013, Ren Xianliang, un responsable de la propagande du Shaanxi, a développé, peu de temps avant d'être promu directeur adjoint de la CAC, la théorie du « double espace de

41. Rogier Creemers, « China's Constitutionalism Debate: Content, Context and Implications », *The China Journal*, n° 74, 2015, p. 91-109.

42. Le discours n'a pas été publié. *China Digital Times* a réussi à en obtenir un résumé. Voir aussi note 4.

43. « Guanyu banli liyong xinxi wangluo shishi feibang deng xingshi anjian shiyong falu ruogan wenti de jieshi » (Interprétation de quelques questions sur les lois concernant l'utilisation des réseaux d'information pour commettre des diffamations ou autres infractions pénales), Cour suprême populaire, 6 septembre 2013, <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2013/09/06/interpretation-concerning-some-questions-of-applicable-law-when-handling-uses-of-information-networks-to-commit-defamation-and-other-such-criminal-cases>.

44. Malcolm Moore, « China Kills Off Discussion on Weibo after Internet Crackdown », *Daily Telegraph*, 30 janvier 2014, www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/10608245/China-kills-off-discussion-on-weibo-after-internet-crackdown.html.

45. Sur les difficultés liées à l'application des lois sur l'identité des internautes, voir Johan Lagerkvist, « Principal-Agent Dilemma in China's Social Media Sector? The Party-State and Industry Real-Name Registration Waltz », *International Journal of Communication*, vol. 6, n° 19, 2012, p. 2628-2646.

46. « From Weibo to WeChat », *The Economist*, 18 janvier 2014, www.economist.com/news/china/21594296-after-crackdown-microblogs-sensitive-online-discussion-has-shifted-weibo-wechat.

47. Certaines sources suspectent cependant le gouvernement de surveiller WeChat. Le militant Hu Jia, par exemple, affirme que les services de sécurité ont parfois basé leur interrogatoire sur des conversations tenues sur WeChat. John Kennedy, « Hu Jia Explains Why Mobile Apps Make Activism Spooky », *South China Morning Post*, 15 novembre 2012, www.scmp.com/comment/blogs/article/1083025/hu-jia-explains-why-mobile-apps-make-activism-spooky.

48. Tyler Roney, « China's Sudden WeChat Crackdown », *The Diplomat*, 14 mars 2014, <http://thediplomat.com/2014/03/chinas-sudden-wechat-crackdown>.

49. Ces lois sont couramment appelées les « dix articles WeChat » (*Weixin shitiao*). « Jishi tongxin gongju gongzhong xinxi fuwu fazhan guali zanxing guiding » (Règlements provisoires sur le développement et la gestion des outils de messagerie instantanée et des services d'information publique), CAC, 7 août 2014, <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/08/07/provisional-regulations-for-the-development-and-management-of-instant-messaging-tools-and-public-information-services>.

50. « Hulanwang yonghu zhanghao mingcheng guanli guiding » (Règles de gestion des noms de compte des utilisateurs d'Internet), CAC, 4 février 2015. <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2015/02/04/internet-user-account-name-management-regulations>.

51. « Guanyu shenli liyong xinxiwangluo qinai renshen quanqi minshi juifen anjian shiyong falu ruogan wenti de guiding » (Règlements portant sur quelques questions concernant les lois relatives au traitement des différends civils en cours impliquant l'utilisation de réseaux d'information pour nuire à des droits ou des intérêts personnels), Cour suprême populaire, 9 octobre 2014, <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/10/09/supreme-peoples-court-regulations-concerning-some-questions-of-applicable-law-in-handling-civil-dispute-cases-involving-the-use-of-information-networks-to-harm-personal-rights-and-interests>.

l'opinion publique » : l'espace médiatique traditionnel des organismes du Parti, et le nouvel espace médiatique qui émerge sur Internet. Selon l'analyse de Ren, le chaos règne dans le cyberspace et les médias traditionnels sont à la traîne faute d'avoir su s'adapter à cette nouvelle donne⁽⁵²⁾. En avril 2014, le responsable du Département central de la propagande, Liu Qibao, a annoncé un plan pour la convergence des médias traditionnels avec l'environnement d'Internet, et des lignes directrices ont été rédigées dans ce but en août par le Groupe dirigeant central sur l'approfondissement des réformes⁽⁵³⁾. Comme le formule l'éditorial du *Quotidien du peuple* publié le même jour, « la communication médiatique a pour principal objectif de former les opinions du peuple. La propagande invisible est la meilleure communication. La coercition est inefficace ; tout comme la vie naît au printemps sous la brise et la pluie, ce n'est qu'en arrosant patiemment que l'on peut atteindre le cœur »⁽⁵⁴⁾. Pour parvenir à ces objectifs, les entreprises de médias traditionnels devaient employer des méthodes visant plus particulièrement l'Internet mobile, notamment en créant des applications, pour mieux atteindre le public visé. Parallèlement, de nouvelles règles ont encadré la pratique du journalisme sur les sites d'information en ligne, définissant clairement quels types de plateformes en ligne et de personnels pouvaient produire des contenus sur l'actualité⁽⁵⁵⁾.

Ces mesures ont été dans l'ensemble bien perçues au sein des organes de presse du Parti. À la fin de l'année 2014, le *Quotidien du peuple* faisait état d'un « consensus » de plus en plus fort entre les deux espaces de l'opinion publique⁽⁵⁶⁾. Un rapport du bureau de surveillance de l'opinion publique du *Quotidien du peuple*, publié en juin 2015, affirme que les positions des médias officiels et de l'opinion publique convergent de plus en plus, que l'action gouvernementale est de plus en plus approuvée et que l'écologie de l'opinion publique en ligne est rentrée « dans le droit chemin » (*zhenggui* 正轨)⁽⁵⁷⁾. À l'heure actuelle, il n'y a pas eu de réel examen scientifique de ce nouvel environnement des médias sociaux en Chine. Néanmoins, le ton optimiste des rapports officiels n'est pas entièrement dénué de fondement. Si la satire et les caricatures sont toujours présentes sur la toile, les médias sociaux ne semblent plus être aussi politisés qu'ils ont pu l'être avant le 18^e congrès du Parti. Jusqu'à un certain point, cela peut être imputé à la pression accrue et à l'acharnement des campagnes anticorruption et anti-dissidence de l'administration Xi. Néanmoins, il reste à voir si cette situation se maintiendra avec l'évolution, inévitable, du contexte politique.

La culture sur Internet : Paradoxalement, l'omniprésence de la propagande culturelle semble avoir quelque peu reculé avec les efforts visant à reprendre le contrôle de l'opinion publique. Maria Repnikova et Kecheng Fang suggèrent que le leadership a délaissé les produits culturels classiques imposés par le haut pour une approche bien plus participative de la persuasion sur Internet⁽⁵⁸⁾. Les bureaucraties culturelles traditionnelles, en particulier la SAPPRT, n'en ont pas moins cherché à maintenir au moins un certain niveau d'influence et d'autorité dans ce domaine. L'institution a en particulier concentré son attention sur les vidéos et la littérature en ligne.

En janvier, la SAPPRT a publié une note annonçant son intention de renforcer sa gestion des vidéos en ligne. Ce document oblige les producteurs à obtenir une autorisation et fait peser sur les plateformes de vidéos en ligne une responsabilité identique à celle des producteurs pour les contenus produits par leurs usagers. Dans ce cadre, les sites de vidéos en ligne ont été contraints d'obtenir la véritable identité de leurs usagers⁽⁵⁹⁾. En septembre, la SAPPRT a officiellement validé les nouvelles procédures de censure des contenus audiovisuels étrangers. L'obligation d'obtenir des autorisations

pour diffuser des contenus importés était en vigueur depuis de nombreuses années, mais elle n'était que rarement respectée. Les nouvelles règles ont imposé aux fournisseurs de vidéos en ligne de remplir des plans d'importations annuels pour approbation, de soumettre tous les nouveaux films ou programmes de télévision étrangers à une inspection, et de saisir les informations demandées sur une plateforme d'enregistrement en ligne gérée par la SAPPRT. Les procédures introduisaient en outre un quota d'importation : les plateformes de vidéo en ligne ne peuvent importer des contenus étrangers qu'à hauteur de 30 % des contenus nationaux achetés l'année précédente⁽⁶⁰⁾. Le même mois, la SAPPRT a publié une note indiquant que les vidéos avec des stars ou des célébrités reconnues coupables d'usage de drogues, de corruption ou d'autres crimes ne pouvaient plus être diffusées. En novembre, l'institution a publié des règles interdisant, entre autres, les aventures d'un soir et les liaisons extraconjugales dans les vidéos en ligne⁽⁶¹⁾.

La SAPPRT a également intensifié les campagnes annuelles de lutte contre la pornographie et autres contenus illégaux. La campagne « Web propre » (*Jingwang* 净网) menée en 2014 a fait la une des journaux du monde entier quand des séries télévisées populaires et manifestement inoffensives comme *The Big Bang Theory* ont été bannies des sites de vidéos chinois. Sina a perdu son autorisation de diffusion de contenus audiovisuels après que des contenus pornographiques ont été découverts sur certains

52. Ren Xianliang, « Tongchou liangge yulunchang, ningju shehui zheng nengliang » (Planifier les deux espaces de l'opinion publique, concentrer l'énergie positive de la société), *Red Flag Manuscripts*, n° 2013/07. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2013/04/24/propaganda-directors-call-to-traditional-media-wake-up>.
53. « Guanyu tuidong chuantong meiti he xinxing meiti ronghe fazhan de zhidao yijian » (Lignes directrices sur le développement convergent des médias traditionnels et des nouveaux médias), Groupe dirigeant central sur l'approfondissement des réformes, 18 août 2014.
54. Guo Ping, « Zai meiti ronghe xin geju zhong jianghao Zhongguo gushi » (*Quotidien du peuple* : bien raconter l'histoire de la Chine dans une nouvelle structure médiatique en pleine convergence), *Quotidien du peuple*, 19 août 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/08/19/peoples-daily-telling-chinas-story-well-in-a-new-converged-media-structure>.
55. « Guanyu zai xinwen wangzhan hefa xinwen jizhezhang de tongshi » (Note sur l'approbation et la délivrance d'autorisation aux journalistes des sites d'information en ligne), SAPPRT, CAC, 21 octobre 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/10/21/notice-concerning-approving-and-issuing-journalist-credentials-in-news-websites>.
56. « 2014 nian "liangge yulunchang" gongshidu zengqiang » (Renforcement du consensus dans les deux espaces de l'opinion publique » en 2014), CAC, www.cac.gov.cn/2014-12/26/c_1113787892_2.htm.
57. Liu Pengfei, Zhou Yaqiong et Zhang Li, « 2014 nian Zhongguo yidong yulunchang yuqing fazhan baogao » (Rapport 2014 sur l'évolution de l'opinion publique dans la sphère mobile chinoise), in Tang Xujun (éd.), « Xin meiti lanpishu: Zhongguo xinmeiti fazhan baogao No. 6 » (Livre bleu sur les nouveaux médias : rapport annuel sur le développement des nouveaux médias en Chine n° 6), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2015.
58. Maria Repnikova et Kecheng Fang, « Behind the Fall of China's Greatest Newspaper: Censorship and commercial pressures have driven the once-revered Southern Weekly to the margins », *Foreign Policy*, 29 janvier 2015, <https://foreignpolicy.com/2015/01/29/southern-weekly-china-media-censorship> (consulté le 21 novembre 2015).
59. « Guanyu jinyibu wanshan wangluoju, weidianying deng wangluo shiting jiemu guanli de buchong tongzhi » (Note supplémentaire sur l'amélioration des séries, des microfiction et autres contenus vidéos en ligne), SAPPRT, 2 janvier 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/01/02/supplementary-notice-concerning-further-perfecting-the-management-of-online-dramas-microfilms-and-other-such-online-videos>.
60. « Guanyu junyibu luoshi wangshang jingwai yingshiju guanli youguan guiding de tongzhi » (Note sur le renforcement de la réglementation relative à la gestion des séries et des films étrangers en ligne), SAPPRT, 2 septembre 2014. Traduction en anglais disponible sur : <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/09/02/notice-concerning-further-implementing-regulations-on-the-management-of-online-foreign-film-and-television-dramas>.
61. « Guanyu jiaqiang youguan guangbo dianshi jiemu, yingshiju he wangluo shiting jiemu zhizhuo chuanbo guanli de tongzhi » (Note sur le renforcement de la gestion de la production et de la diffusion des programmes de radio, de cinéma et de télévision, des séries et des produits audiovisuels en ligne), SAPPRT, 28 septembre 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/09/28/notice-concerning-strengthening-management-of-the-production-and-dissemination-of-radio-film-and-television-programmes-television-dramas-and-online-audiovisual-products>.

de ses sites. Le faible nombre d'œuvres concernées, quatre vidéos et 20 articles, suggère que cette sanction cache sans doute d'autres motifs. Dans la même optique, le fait que les séries interdites, qui étaient extrêmement populaires, aient été plus tard diffusées par CCTV dans des versions censurées⁽⁶²⁾ tend à montrer que des organismes étatiques ont tiré parti de circonstances politiques pour un profit économique. Avec le renforcement de la campagne, la SAPPRFT a élargi son attention aux applications vidéos sur les boîtiers TV et les mobiles⁽⁶³⁾. Elle a également convoqué les sept stations de télévision disposant d'une autorisation de diffuser des programmes sur Internet pour une réunion de critiques au cours de laquelle elle a ordonné le retrait de toutes les chaînes étrangères non approuvées diffusées par ces stations⁽⁶⁴⁾. Enfin, l'institution s'est attaquée à des plateformes populaires de distribution de sous-titres amateurs, notamment YYeTs et Shooter.cn, afin de réduire la présence de programmes étrangers sur le marché⁽⁶⁵⁾. Cependant, des programmes chinois ont également été visés, comme en témoigne le retrait de la série historique sur l'impératrice Wu Zetian de la dynastie Tang, prétendument parce qu'on y voyait des décolletés trop osés⁽⁶⁶⁾. Le ministère de la Culture a aussi pris part à la campagne, en annonçant des sanctions pour les entreprises, dont Tencent et Baidu, diffusant de la pornographie ou des jeux de hasard⁽⁶⁷⁾.

Si les dirigeants mettent désormais moins l'accent sur la propagande traditionnelle, ils y ont encore recours. En octobre 2014, un salon sur la littérature et l'art s'est tenu à Pékin. Dans le discours prononcé à l'occasion de cet événement, Xi Jinping a défendu une approche de l'art plus conservatrice et plus proche de la ligne du Parti pour créer « des œuvres de meilleure qualité qui promeuvent les valeurs de la Chine d'aujourd'hui, représentent l'esprit de la culture chinoise, incarnent la quête esthétique du peuple chinois et intègrent de manière organique l'art, les idées et les loisirs »⁽⁶⁸⁾. Si le texte, ou du moins la version rapportée par Xinhua, ne faisait pas directement référence à Internet, la SAPPRFT a réagi à ce discours à la fin du mois de décembre avec un plan de développement du secteur extrêmement populaire de la littérature en ligne. Bien qu'elles n'avaient jamais échappé à la vigilance des censeurs, les entreprises proposant de la littérature en ligne ont été soumises à une surveillance plus étroite, et l'accent a été mis sur la rectitude idéologique et la mise en valeur d'une vision officielle de la culture chinoise. En particulier, le rôle du commentaire et de la critique littéraire a été renforcé, tandis que les auteurs devaient donner leur véritable identité.

Sécurité technologique

Parallèlement à l'évolution de la réglementation des contenus, les autorités se sont aussi demandé dans quelle mesure la dépendance de la Chine vis-à-vis des technologies étrangères pouvait prêter le flanc à une infiltration ou à des actions de subversion de la part de « puissances étrangères hostiles ». En dépit de plans existants depuis les années 1980 (en particulier le projet 986), la Chine dépend encore de fournisseurs étrangers pour la grande majorité de son matériel et de ses logiciels informatiques. Cette faiblesse technologique est apparue au grand jour lors de la fin du support de Windows XP en avril 2014 et de l'affaire Snowden, ce qui a suscité une vive inquiétude quant à l'incapacité flagrante de la Chine à faire face à la supériorité technologique d'autres pays, et des États-Unis en particulier⁽⁶⁹⁾. Le magazine *Red Flag*, par exemple, a publié un article dans lequel des chercheurs de l'Université nationale de défense évoquaient la possibilité que des drones fonctionnant à l'énergie solaire fournissent un accès à Internet aux dissidents des régions côtières⁽⁷⁰⁾.

En réponse, les autorités se sont efforcées d'accélérer la « sinisation » des ressources des TIC et de gagner en influence sur les produits et services des entreprises technologiques américaines. Un ensemble de mesures a été pris quelques jours après que le Département de la justice des États-Unis ait inculpé cinq officiers de l'APL associés à l'unité 61398 basée à Shanghai, identifiée comme la source d'attaques répétées de cyberespionnage dans le rapport Mandiant 2013. Le 27 mai, on rapporte qu'une proposition de révision de la sécurité des équipements de serveurs dans le secteur financier serait soumise au Groupe dirigeant central⁽⁷¹⁾, que les entreprises d'État devaient couper les liens avec les sociétés de conseil étrangères sur la base d'une suspicion de collecte d'informations de la part de ces dernières pour le gouvernement américain, et que la Banque populaire de Chine et le ministère des Finances encourageaient les banques à remplacer leurs serveurs IBM par du matériel chinois. Le même jour, l'entreprise chinoise d'électronique Inspur annonce un plan pour remplacer IBM sur le marché des petits serveurs⁽⁷²⁾. En outre, quelques jours après l'annonce de l'inculpation, les autorités chinoises chargées des achats publics annoncent l'interdiction d'acquérir du matériel informatique fonctionnant sous Windows 8 pour les marchés publics⁽⁷³⁾.

Dans le domaine des logiciels, un nouveau système d'exploitation pour appareils mobiles basé sur Linux et baptisé COS, pour *China Operating System*, est sorti en 2014. Il a été développé par l'Académie chinoise des sciences et Liantong Network Communications Technology, basée à Shanghai. Le système aurait été testé sur les réseaux de China Mobile et China Telecom, il serait compatible avec les formats Java et HTML5, et supporterait plus de 100 000 applications existantes. Selon Chen Feili, directeur général

62. « CCTV to Broadcast "The Big Bang Theory" », *Quotidien du peuple* en ligne, 30 avril 2014, <http://en.people.cn/98649/8614399.html>.
63. « Guangdong zongju zhengdun hulanwang dianshihe: yaoqiu guanbi shipin APP » (La SAPPRFT redresse les boîtiers de télévision par Internet et demande la fermeture des applications vidéos), *Sina.com*, 24 juin 2014, <http://tech.sina.com.cn/i/2014-06-24/09089455612.shtml>.
64. « Guangdian zongju yuetan qipai zhaoshang: wu zizhi jingwai jingshiu yizhounei xiaoxian » (La SAPPRFT convoque sept détenteurs de licence : les séries étrangères non autorisées doivent être retirées dans la semaine), *Ifeng.com*, 15 juillet 2014, http://tech.ifeng.com/speakout/detail_2014_07/15/37345736_0.shtml.
65. « As China Cracks Down on Illegal Videos, Lovers of Foreign TV Mourn », *Wall Street Journal*, 25 novembre 2014, <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2014/11/25/as-china-cracks-down-on-illegal-videos-foreign-tv-lovers-mourn>.
66. Amy Qin, « A Historical Drama Shows Too Much Cleavage for China's Censors », *The New York Times*, 2 janvier 2015, <http://sinosphere.blogs.nytimes.com/2015/01/02/a-historical-drama-shows-too-much-cleavage-for-chinas-censors>.
67. « China Punishes Internet Firms for Spreading Porn », *Xinhuanet*, 2 décembre 2014, http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-12/02/c_133828482.htm.
68. « Xi Jinping: wenyi buneng zai shichang jingji dachao zhong mishi fangxiang » (Xi Jinping : la littérature et l'art ne peuvent pas se laisser corrompre par l'économie de marché), *Xinhua*, 15 octobre 2014, <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/10/16/xi-jinpings-talks-at-the-beijing-forum-on-literature-and-art>.
69. La fin du support pour Windows XP a été classée en seconde position dans une liste des dix événements de cybersécurité survenus en 2014 publié par l'entreprise NetEase. « 2014 nian Zhongguo shida wangluoanquan shijian pandian » (Classement des dix principaux événements relatifs à la cybersécurité en 2014), *NetEase*, 10 décembre 2014, <http://digi.163.com/14/12/10/13/AD3V32UV001618JV.html>.
70. Zhao Zhoujian et Xu Zhilian, « Xinxi jishu fazhan yu yishixingtai anquan » (Tendances des technologies de l'information et sécurité idéologique), *Red Flag Manuscript*, n° 2014/24, 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2015/01/01/information-technology-development-trends-and-ideological-security>.
71. « China Said to Study IBM Servers for Bank Security Risks », *Bloomberg*, 27 mai 2014, www.bloomberg.com/news/articles/2014-05-27/china-said-to-push-banks-to-remove-ibm-servers-in-spy-dispute.
72. Clark Edward Barrett, « China's "Server Sinification" Campaign for Import Substitution: Strategy and Snowden (Part 2) », *China Brief*, vol. 15, n° 2, 2015.
73. « China Bans Use of Microsoft's Windows 8 on Government Computers », *Reuters*, www.reuters.com/article/2014/05/20/us-microsoft-china-idUSBREA4J07Q20140520.

adjoit à Liantong, l'objectif ultime est de faire de COS le principal système d'exploitation en Chine et d'élargir son utilisation aux ordinateurs portables et de bureau⁽⁷⁴⁾. Mais COS n'est pas seul. En janvier 2014, Coship Electronics a lancé son système d'exploitation natif sur mobile 960OS⁽⁷⁵⁾, tandis que des progrès étaient également annoncés sur Ubuntu Kylin⁽⁷⁶⁾, un système d'exploitation développé par une entreprise britannique sous l'égide du MIIT. Des avancées ont également été accomplies dans le domaine des serveurs. L'entreprise Sugon, connue pour ses superordinateurs, a annoncé qu'elle avait réussi à concevoir et fabriquer des serveurs basés sur le processeur huit cœurs Long Xin 3B⁽⁷⁷⁾. Ce processeur, dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent entièrement à la Chine, sera intégré au matériel militaire et dans le secteur financier, entre autres, et il réduira la dépendance de la Chine vis-à-vis des puces électroniques importées.

Parallèlement à ces mesures de substitution aux importations, le gouvernement a également posé des barrières réglementaires aux technologies étrangères. En mai, la CAC a annoncé la mise en place d'un dispositif complet d'examen de la sécurité pour « les technologies et services importants dans les systèmes liés à la sécurité nationale et à l'intérêt public »⁽⁷⁸⁾. En décembre, le PDG d'Apple Tim Cook a accepté la demande de Lu Wei à ce que les produits de la marque soit soumis à ces audits de sécurité. Cependant, des entreprises technologiques et associations commerciales étrangères ont protesté contre les nouveaux règlements émis par les autorités de régulation bancaire chinoises. Ces règlements imposent aux entreprises qui vendent des équipements informatiques aux banques chinoises de soumettre les codes sources et de fournir des portes dérobées dans les logiciels et les matériels. De plus, 75 % des produits technologiques utilisés dans les institutions financières chinoises doivent être « sécurisés et contrôlables » d'ici 2019⁽⁷⁹⁾. Dans le domaine des achats publics, plusieurs entreprises technologiques américaines ont été retirées des listes d'approvisionnement approuvées par le gouvernement, ce qui a fortement affecté les ventes de Cisco⁽⁸⁰⁾. Sans surprises, ces mesures ont suscité des réponses mitigées de la part des observateurs étrangers, en particulier les entreprises occidentales qui ont vu leurs activités menacées par la substitution des importations.

Le gouvernement a également lancé des initiatives plus larges dans le domaine de la cybersécurité, en mettant plus particulièrement l'accent sur les applications mobiles. Une campagne visant les logiciels malveillants sur mobile a commencé en avril 2014⁽⁸¹⁾, et en août, le MIIT a publié un plan complet pour la sécurité de l'environnement d'Internet⁽⁸²⁾. Ce plan appelait non seulement à une meilleure contrôlabilité des logiciels et matériels, mais aussi à une meilleure protection des données personnelles et une gestion plus rigoureuse de la sécurité par les vendeurs d'applications. Une première semaine de la cybersécurité a été organisée en octobre 2014 afin de sensibiliser la population à la protection des données personnelles et à la fraude en ligne, ainsi que sur les informations nuisibles. Peu après cet événement, une convention d'autorégulation pour les applications basées sur les informations personnelles a été organisée à Pékin⁽⁸³⁾. La version préliminaire d'une loi antiterroriste, promulguée en novembre, exigeait également que les données concernant les services de télécommunications et d'Internet restent sur le territoire chinois⁽⁸⁴⁾. Mais la mesure la plus importante sur le long terme est probablement le système de « crédit social » annoncé en juin. L'objectif ultime de ce système est d'utiliser les *big data* pour mesurer la loyauté des citoyens selon plusieurs indicateurs, notamment la discipline sur Internet⁽⁸⁵⁾. Cela constituerait non seulement un outil de surveillance, mais aussi un panoptique numérique incitant les internautes à se montrer plus prudents.

Conclusion

Pour résumer, 2014 a été à bien des égards une année pivot pour la cybergouvernance chinoise. Cette dernière a connu une reconfiguration institutionnelle marquée par la volonté de dépasser les frontières entre les ministères et de créer des liens entre l'autorité centrale et les leviers du cyberpouvoir. Une approche bien plus ambitieuse a été adoptée en termes de gouvernance, ainsi que de contrôle des technologies et des fournisseurs. La Chine a également renforcé sa présence internationale, en établissant un programme plus solide et un minimum de liens avec d'autres pays.

Ces changements ne valent pas tant pour leur contenu ; très peu de mesures ou d'initiatives prises ou annoncées étaient complètement nouvelles. Le travail de base de la CAC et du Groupe de direction avait été mené lors des décennies précédentes. Le plan d'indigénisation technologique s'appuyait sur un programme de développement, le programme 863, initié en 1986⁽⁸⁶⁾. L'enregistrement sous véritable identité était plus ou moins en vigueur depuis au moins une décennie⁽⁸⁷⁾. Les restrictions sur les médias sociaux remontent au sixième plénum de 2011, voire aux modèles de censure et de gestion de la communication mis en œuvre lors du mouvement du mur de la démocratie en 1979. Le plan de développement de la littérature en ligne est sur bien des points semblable aux plans d'autres industries culturelles publiés au cours des dix dernières années.

Ce qui a changé, cependant, c'est l'importance prise par les technologies de l'information aux yeux du pouvoir central sur bien des aspects du contrôle social, des réformes politiques et du développement économique. L'informatisation n'est plus vue comme un complément des outils et pra-

74. Bree Feng, « China Unveils New Native Operating System », *The New York Times*, 17 janvier 2014, <http://sinosphere.blogs.nytimes.com/2014/01/17/china-unveils-new-native-operating-system>.
75. « China Unveils Native Mobile Operating System », *Xinhua*, 9 janvier 2014, http://news.xinhuanet.com/english/china/2014-01/09/c_133032451.htm.
76. « Ubuntu Kylin Announces Hardware Deal with HP in China », *OMG Ubuntu*, 16 mai 2014, www.omgubuntu.co.uk/2014/05/ubuntu-kylin-oem-partners-announced.
77. Michael Kan, « China Develops Its Own Homegrown Servers Amid Cybersecurity Concerns », *Computer World*, 24 octobre 2014, www.computerworld.com/article/2838023/servers/china-develops-its-own-homegrown-servers-amid-cybersecurity-concerns.html.
78. « Woguo jiang chutai wangluo anquan shencha zhidu » (La Chine va dévoiler son système d'inspection de la cybersécurité), *Quotidien du peuple*, 23 mai 2014.
79. Paul Mozur, « New Rules in China Upset Western Tech Companies », *The New York Times*, 28 janvier 2015, www.nytimes.com/2015/01/29/technology/in-china-new-cybersecurity-rules-per-turb-western-tech-companies.html?_r=0.
80. Simon Denyer, « China Removes Top US Tech Firms from Government Purchasing List », *Washington Post*, 27 février 2015, www.washingtonpost.com/world/china-bars-top-us-technology-firms-from-government-list/2015/02/26/ebd4282c-bda1-11e4-9dfb-03366e719af8_story.html.
81. « Daji zhili yidong hulianwang eyi chengxu zhuanxiang xingdong gongzuo fang'an » (Plan de travail pour la campagne spéciale contre les logiciels malveillants sur l'Internet mobile), MIIT, 15 avril 2014.
82. « Guanyu jiaqiang dianxin he hulianwang hangye wangluo anquan gongzuo de zhidao yixian » (Lignes directrices sur le renforcement de la cybersécurité dans les secteurs des télécommunications et d'Internet), MIIT, 28 août 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/08/28/guiding-opinions-concerning-strengthening-cybersecurity-work-in-the-telecommunications-and-internet-sectors>.
83. « Beijing shi yidong hulianwang yingyong chengxu gongzhong xinxi fuwu zilü gongyue » (Convention de Pékin sur l'autodiscipline pour les applications Internet et les services d'information publique), Capital Internet Association, 26 novembre 2014. Traduction en anglais disponible sur <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/11/26/beijing-municipality-self-discipline-convention-on-internet-application-programmes-and-public-information-services>.
84. « Fan kongbuzhuyi fa (cao'an) » (Loi antiterroriste [Version préliminaire]), Assemblée nationale populaire, 3 novembre 2014.
85. « Shehui xinyong tixi jianshe guihua gangyao (2014-2020 nian) » (Planification préliminaire de la création d'un système de crédit social [2014-2020]), Conseil d'État, 14 juin 2014.
86. Ce programme est maintenant devenu un organe administratif et un bailleur de fonds important pour la recherche scientifique.
87. « China's Real Name Internet Part 1: Ancient History – 2003 to Early 2012 », *Fei Chang Dao*, 8 août 2014, <http://blog.feichangdao.com/2014/08/chinas-real-name-internet-part-1.html>.

tiques politiques traditionnels, mais comme le facilitateur d'une nouvelle approche de la gouvernance basée sur des capteurs omniprésents, des appareils numériques, les *big data* et le stockage en ligne. Cette approche est visible dans le dispositif de crédit social qui tire parti de données générées à des points multiples pour créer des « *nudges* », un mode d'incitation développé par les sciences comportementales⁽⁸⁸⁾.

Pourtant, la réalisation de ces objectifs ambitieux risque de s'avérer difficile. Premièrement, les intérêts bureaucratiques continuent de diverger. Alors que la création du Groupe dirigeant central et de la CAC garantit que toutes les bureaucraties impliquées dans la gouvernance d'Internet s'assoient au moins autour de la même table, des différences considérables d'opinions persistent en matière de stratégies et de politiques. L'attitude des dirigeants par rapport aux entreprises de l'Internet reste ambivalente. D'un côté, les géants chinois de l'Internet sont présentés comme des champions nationaux et des modèles de la capacité d'innovation croissante de la Chine. Par ailleurs, ils se voient régulièrement rappelés à l'ordre pour des fautes insignifiantes. Récemment, les médias du Parti ont critiqué la présence écrasante des trois géants que sont Baidu, Alibaba, et Tencent, les accusant de former une oligopole empêchant l'émergence de nouveaux entrants et favorisant des comportements anticompetitifs⁽⁸⁹⁾.

Mais, et c'est peut-être le plus important, la place de la CAC semble fluctuer. Avec la fin de la réforme de la réglementation des contenus en

ligne, son rôle dans l'élaboration des politiques de l'Internet a diminué par rapport au Conseil d'État et à l'Assemblée nationale populaire. Le programme Internet Plus, et les plans de développement liés sur le commerce et l'administration en ligne, ou encore sur les *big data*, proviennent du Conseil d'État et ne font que peu référence à la CAC. Dans le document explicatif de la loi sur la cybersécurité publié l'été dernier, l'Assemblée nationale populaire ne fait que mentionner en passant que la CAC a pris part à un processus de consultation international. Simultanément, la nouvelle cyberstratégie nationale annoncée n'a pas encore été publiée, en partie à cause du long débat sur la nécessité de mettre l'accent sur le développement économique et commercial ou sur la sécurité idéologique et technologique⁽⁹⁰⁾. Il semble donc que le régime de gouvernance d'Internet en Chine, comme sa situation globale, reste indéterminé dans un avenir proche.

■ Traduit par Camille Richou.

■ Rogier Creemers est maître de conférences spécialiste de la politique et de l'histoire chinoise au département de science politique et de relations internationales, et au Centre Chine de l'Université d'Oxford.

Oxford OX2 6LU, Royaume-Uni (rogier.creemers@politics.ox.ac.uk).

88. Cass Sunstein et Richard Thaler, *Nudge: Improving Decisions About Health, Wealth, and Happiness*, New Haven, CT, Yale University Press, 2008.

89. « China Focus: Is China in an Age of Internet Oligopoly? » *Xinhua*, 30 janvier 2015, http://news.xinhuanet.com/english/sci/2015-01/30/c_133959669.htm.

90. Entretien avec un responsable politique chargé des questions liées à Internet, Pékin, octobre 2014.